



Au Fil de Meuse



N°02 Décembre 2017 - De la fédération Équipes Populaires de Liège-Huy-Waremme.

SOMMAIRE

Edito

Edito

Les Equipes populaires en Congrès

Questions de consommation

- Alimentaire mon cher Watson
- Une vie à découvert ?

Citoyenneté, démocratie et politique

- Les élections communales de 2018

Le Vivre Ensemble

- Surfer sur les réseaux sociaux en toute sécurité
- Le harcèlement sexuel et le sexisme.

Emploi, protection sociale et services collectifs

- Un salaire à vie pour tous ?

Pauvreté et exclusion

- Les CPAS ont 40 ans...

Modèles de société, modèles de développement

- Vivre dignement de sa terre c'est possible ?
- La tourmente grecque

Campagne de sensibilisation

- Investissons dans les paradis sociaux
- La sécurité sociale en débat

Agenda



Vœux

L'être humain réduit à l'état d'esclave en Lybie ou ailleurs,

Des COP qui s'enchaînent et des Etats qui ne s'engagent pas de manière significative contre le réchauffement climatique

Les motifs de dépression et de désespoir ne manquent pas... L'actualité est terriblement anxiogène MAIS savez-vous que...

Florine s'est engagée pour la première fois de sa vie dans des actions collectiveS avec les JOC et elle y trouve du sens,

Margaux s'active pour nous, parfois la nuit. Elle mène avec d'autres des actions choc visibles pour dénoncer les dérives de notre société,

Joshua s'est inscrit à un week-end 'mixte' organisé par la mutuelle : il va passer deux jours à faire des activités avec des personnes handicapées.

Michel, David, Karin, Pierre et d'autres ont réussi à mettre en place une coopérative de produits locaux et ça marche !

Des nouvelles comme celles-ci, on en entend tous les jours aussi !

On vous souhaite une année 2018 attentive aux Plus News !

Des nouvelles qui nous font du bien et qui donnent

des ailes !



Les Equipes populaires en Congrès

C'était le 14 octobre à Monceau-sur-Sambre. Ce fut l'occasion d'élire notre nouveau conseil d'administration (pour une durée de 3 ans) dont voici la composition :

Paul Blanjean devient notre président (en remplacement de Christine Steinbach),

Jean-Michel Charlier est réélu secrétaire général, Elisabeth Beague, Edmond Thibaut-Buffart, Eric Mercier, Bernard Buset, Patrice Hofmans, Caroline Liebrecht et Philippe Denoël sont les bénévoles qui vont accompagner nos responsables dans la gestion de notre asbl.

Bon travail à eux et merci pour leur engagement.

Le Congrès fut également l'occasion de retravailler nos orientations et nos statuts. Merci à tous ceux qui se sont investis avec beaucoup d'énergie et de cœur dans la préparation des textes.

Mais ce n'est pas fini ! Nous poursuivrons les travaux de révision de nos statuts le 27 janvier prochain !

Nous adressons un tout grand MERCI très spécial à Christine Steinbach qui a rempli deux mandats en tant que présidente des Equipes populaires avec une telle modestie mais surtout de telles compétences ! Christine a participé de manière très active à la valorisation des Equipes populaires. Christine, nous te souhaitons bonne route vers la FTU... en espérant que ton chemin croisera encore celui des Equipes populaires...



Censuré sur demande

QUESTIONS DE CONSOMMATION

Alimentaire mon cher Watson



C'est le titre du spectacle programmé le 16 novembre dernier avec le groupe d'action local du Ciep de Waremme et le centre culturel de Remicourt. Ce spectacle de théâtre action interroge notre mode alimentaire et nos choix de consommateurs. Il met à jour les liens invisibles existants entre notre assiette et un

certain état planétaire social, économique, sanitaire, environnemental. Nous jouons tous un rôle à l'intérieur de notre système alimentaire. Mais quel rôle voulons-nous jouer ? « Alimentaire, mon cher Watson ! » souhaite créer de l'émulation, l'émergence d'idées et de propositions afin de pouvoir, pourquoi pas, ouvrir des perspectives d'actions individuelles et collectives. Et si, de spect'acteurs, nous devenions consomm'acteurs ? Spectacle interpellant qui se termine par un exercice

d'imagination d'une action citoyenne, d'une action choc et le développement d'un projet collectif pour améliorer notre système alimentaire. Pas mal d'idées listées au tableau en quelques minutes seulement. Ce fut aussi l'occasion de découvrir ce qui existait déjà sur notre territoire : des jeunes agriculteurs qui vendent directement aux consommateurs, la coopérative Hesbicoop, des gac's, un potager collectif... et une série d'initiatives citoyennes... qui visent à développer notre esprit critique.

Une vie à découvert ?

L'atelier conso de Neupré a travaillé sur les questions de budget familial et de surendettement. Faire son budget est un exercice toujours intéressant. Cela permet d'une part de réfléchir aux dépenses à prévoir et à provisionner. Cela permet de mettre en évidence les postes plus problématiques.

Plusieurs réflexions partagées lors de nos rencontres :

- Réaliser un budget devrait faire partie intégrante

de l'éducation et est apprise dès le plus jeune âge ;

- Les accidents de la vie (perte d'un emploi, maladie de longue durée, perte d'un conjoint, séparation, passage à la retraite,...) sont les causes principales du surendettement aujourd'hui. Les anticiper est loin d'être facile. Les budgets des familles sont souvent tellement serrés qu'il devient impossible de faire face aux imprévus. Or des imprévus il en arrive très souvent ! Il suffit d'un appareil qui tombe en panne...ou d'une paire de chaussures à remplacer... Comment vivre dignement en calculant chaque euro dépensé au jour le jour, en vivant dans la privation et la frustration permanente étant donné les sollicitations permanentes de notre portefeuille par les publicités et les normes de consommation véhiculées par l'ensemble des médias ?

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE

Les élections communales de 2018

C'est en évoquant la personnalité de Gino Russo que nous (le groupe Espace 23) avons réfléchi à la place que peuvent occuper des citoyens ordinaires pour faire bouger les lignes. Si les circonstances dramatiques l'ont amené à être un homme public, il n'a jamais usé de son charisme au moment de la marche blanche pour déstabiliser le pays. Il s'est comporté en citoyen responsable sans user de discours démagogiques et populistes. La justice et l'Etat avaient failli dans la gestion de cet événement, à la suite de quoi la prise en compte des victimes a enfin été entendue et reconnue. Il reste cependant beaucoup

de chemin à parcourir.

Les élections communales de 2018 approchent à grand pas et on voit déjà par les articles de presse qu'on rentre dedans, on pourrait même dire qu'on se rentre dedans.

Quel est l'enjeu ? La démocratie au quotidien.

Mais la démocratie sans réflexion est impossible. Celui qui avance sans se poser de questions va droit dans le mur.

Aujourd'hui on sent que pour être un bon citoyen dont l'Etat est d'accord de s'occuper, il faut être belge, avoir un emploi, un logement et ... pour les autres, les dému-

nis, ceux qui décrochent c'est la punition, le mépris, voir le rejet. Or, la démocratie; c'est la solidarité avant tout. C'est pour cela qu'elle divise, qu'elle dérange. A nous d'en redessiner les contours pour tous. L'extrême droite n'a pas de programme à part la sécurité et l'identité. Elle fonctionne par slogans, par des raccourcis. Elle sabote ainsi la démocratie par des discours simplistes qui plaisent à tous ceux qui ne se posent pas de question. La question : quel sera notre engagement pour démêler le vrai du faux d'ici les élections de 2018 ?

Camille Allié

LE VIVRE ENSEMBLE

Surfer sur les réseaux sociaux en toute sécurité

Les ateliers conso du Laveu et de Huy se sont interrogés sur l'impact des réseaux sociaux dans nos vies et celles de nos enfants et petits-enfants. Avec l'aide précieuse d'Infor-famille nous avons découvert comment nous pouvions mieux protéger nos comptes et améliorer notre façon de communiquer.

Nous avons analysé les avantages des réseaux (outil fantastique de communication) et les désavantages (permet de se cacher derrière une fausse identité, facilite le harcèlement, les rumeurs, permet de collecter une série de données personnelles,...). Nous nous sommes rendus compte que la valeur du message changeait avec les réseaux sociaux.

Nous avons aussi échangé des astuces pour laisser moins de traces personnelles sur le net (paramétrer l'ordi pour faire en sorte que les cookies s'effacent dès que l'ordinateur est éteint, utiliser des moteurs de recherche alternatifs,...), pour mieux se protéger des arnaques financières (vérifier les coordonnées du site internet, utiliser une plateforme de paiement sécurisée,...) et pour savoir comment réagir en cas d'arnaque (activer 'card stop', déposer une plainte auprès du spf économie,...).

Le harcèlement sexuel et le sexisme

Le groupe de Flémalle s'est intéressé au harcèlement et au sexisme dans les lieux publics. Un des membres a présenté divers témoignages récoltés dans différents groupes. Partout dans la société les femmes sont victimes de sexisme et de harcèlement. Les hommes en sont souvent victimes aussi, mais on en parle beaucoup moins. Cela a toucherait-il à la virilité des hommes ?

Des faits parfois des plaintes sont rapportés par de nombreuses femmes : des agressions verbales, des insultes, des remarques insistantes... des agressions physiques, des attouchements, mains aux fesses... des agressions non verbales comme être suivie, dévisagées comme une femme objet...

Cette problématique engendre chez la femme des réactions comme l'humiliation, la peur, la frustration, la fragilité, la colère, qui peuvent entraîner des réactions d'autodéfense pour celles qui sont capables de réagir. Mais il y a un autre danger : l'agression physique !

Le harcèlement qu'il soit physique et/ou moral et le sexisme existent souvent sur les lieux de travail.

Une question ressort : où commence le harcèlement ? Un "vous êtes jolie". Un "vous avez de beaux yeux". Un regard jeté au passage d'une femme. En sont-ils ?

On peut constater que la valeur "respect" est en nette régression de nos jours autant chez les jeunes, chez les plus âgés. Est-ce la société qui régresse ? Ces constats reflètent-ils une perte de valeurs ? Les multimédias en sont-ils la cause ? Beaucoup de questions restent ouvertes et sans réponse...

Pierrot

Un salaire à vie pour tous ?

En novembre le groupe du Laveu s'est interrogé sur la fin du travail et la robotisation des entreprises: les chaînes de montage, les services de distribution, les hôpitaux, les maisons de repos,.....tous à la recherche de perfectionnement et de robots à l'allure humanoïde... Quels seront les impacts sur l'emploi et sur les revenus étant donné, qu'aujourd'hui, le salaire, les allocations et les droits sociaux sont assujettis aux conditions du contrat de travail ?

Le débat s'est alors orienté vers les moyens d'existence futurs car si nous ne travaillons plus, de quels revenus vivrons-nous? Aurons-nous assez de ressources pour vivre dignement? Comment seront-elles financées? L'allocation universelle est-elle une bonne idée? Quel devrait en être le montant? A quelles conditions? Comment la financer? Les mêmes questions se sont posées pour le salaire à vie.

D'autres questions restent en suspend: que deviendra la sécurité sociale? Quel

montant serait nécessaire pour vivre ou survivre? Le politique changera-t-il les règles au gré de son humeur? Quelles dégradations ou quels effets positifs sur nos vies?

Soulignons que les membres de notre équipe ne "travaillent" plus et que, par contre, Françoise, notre permanente, et Samia du "Collectif riposte" qui a accompagné le débat, travaillent et alimentent nos pensions.

Luigi Cafagna

PAUVERETÉ ET EXCLUSION

Les CPAS ont 40 ans...

Les ateliers conso d'Othée, de Huy et de Verlaine ont échangé sur les missions des CPAS. Les CPAS doivent mettre en application deux principes : le droit à l'intégration sociale et le droit à l'aide sociale.

Ensuite, nous avons débattu des dernières modifications touchant les CPAS. Récemment, de nouvelles mesures ont modifié le fonctionnement des CPAS : l'obligation de la signature d'un projet individuel d'intégration sociale (PIIS) et la possibilité que le bénéficiaire accomplisse un service communautaire (loi du ministre Willy Bossus de juillet 2016).

Le projet individuel d'intégration sociale était déjà obligatoire pour les jeunes de 18 à 25 ans. Il est désormais obligatoire pour tous les bénéficiaires du RIS. Le PIIS est un contrat que le bénéficiaire de l'aide doit signer pour avoir droit à un revenu d'intégration sociale. Les obligations qui y sont inscrites sont laissées à l'arbitraire des CPAS.

Le PIIS est soumis à sanction, c'est-à-dire que l'on peut retirer l'aide si le contrat n'est pas rempli. Une des conditions de l'octroi du RIS est la disposition au travail. Donc cela mettra une pression sur le bénéficiaire pour prouver sa disponibilité et sa volonté au travail.

Le service communautaire consiste en fait en un travail bénévole fait sur base volontaire effectué par les bénéficiaires

du RIS. Ce travail devrait avoir une utilité pour la société. Ce travail pourra être effectué dans différents secteurs : asbl, services publics, administrations... A peu près partout sauf dans le secteur marchand.

Ce service communautaire est sujet à de fortes critiques. En réalité, même si dans la loi il est stipulé que ce travail bénévole se fera de manière volontaire, il risque d'en être tout autrement dans la pratique. Il devra être obligatoire car inscrit dans le PIIS. Le bénéficiaire devant prouver sa disposition au travail, il sera difficile pour lui de refuser d'effectuer ce service communautaire. Or le travail bénévole doit rester libre. De plus, ce bénévolat sera une concurrence directe au travail salarié. Il s'agit en fait d'un travail gratuit et d'une condition supplémentaire à l'octroi du RIS.

Il faudrait en réalité donner plus de moyens aux travailleurs sociaux, remettre à l'avant la relation de confiance, le secret professionnel,

l'empathie et le respect du cheminement de l'usager.

Finalement, les participants ont visionné la vidéo « sac de couchage » réalisée par le Réseau Wallon de Lutte contre pauvreté (RWLP). Celle-ci reprenait l'action menée par le RWLP et l'Association des allocataires sociaux (ADAS) lors du Congrès des 40 ans des CPAS. Cette action avait pour but de lutter contre le service communautaire et l'établissement du PIIS.

L'ADAS et le RWLP ont lancé une campagne de boycott du service communautaire. Etant donné qu'il est écrit dans la loi que les CPAS ne sont pas obligés de le mettre en pratique, les CPAS peuvent se déclarer « hors service communautaire ».



Changements climatiques : Impact sur les migrations et les inégalités mondiales

Le 9 novembre dernier, la Commission Solidarité mondiale avait invité François Gemenne, enseignant et chercheur, spécialiste du changement climatique et de l'immigration. M. Gemenne nous a dressé un bilan très éclairé sur les enjeux du changement climatique et la difficulté que nos Etats ont à prendre des mesures efficaces pour lutter contre le réchauffement climatique.

Il faut distinguer plusieurs problèmes fondamentaux qui expliquent notre difficulté à agir :

1/ Il n'existe pas de liens entre les émissions de gaz à effets de serre produits par un pays et les impacts qui seront subis par ce pays. C'est la grande injustice des changements climatiques. Les pays les plus touchés, les plus vulnérables seront des pays du Sud qui portent une très faible responsabilité dans le problème. Les pays qui seront moins touchés ce sont les pays industrialisés, qui sont les plus responsables du problème. Les efforts que ces pays industrialisés doivent faire, ils ne doivent pas les faire pour eux-mêmes mais pour d'autres pays.

Or, dans chaque négociation internationale, chaque pays vise à défendre son intérêt national. Les pays industrial-

sés cherchent à faire le moins d'efforts possibles.

2/ Il n'existe aucun lien entre les émissions de gaz à effet de serre produites par une génération donnée et les impacts subis par cette génération. Nous ne devons pas faire l'effort pour nous-mêmes mais pour nos petits-enfants.



Ces deux phénomènes posent tout le problème moral du changement climatique : notre capacité à l'altruisme. Sommes-nous capables d'agir non pas pour nous-mêmes mais pour d'autres qui sont situés au-delà de nos frontières géographiques et générationnelles ?

Le changement climatique pose la capacité à nous reconnaître en une humanité cosmopolite.

Vivre dignement de sa terre c'est possible ?

C'était le thème du MidiCiné citoyen organisé le 20 octobre dans le cadre du festival Alimentterre en partenariat avec le Crié et la Casa Nicaragua. Le documentaire projeté nous présentait une initiative de femmes sénégalaises qui ont développé une filière de production en agro



VIVRE DIGNEMENT DE SA TERRE

-écologie et distribuée en circuit court.

L'accueil a été assuré par un groupe de femmes migrantes qui avaient préparé une petite restauration à prix très démocratique.

Le débat a mis en évidence la difficulté des jeunes agriculteurs à vendre correctement de leur production. Sont mis en cause notamment l'accès à la terre et le manque de soutien public aux petits agriculteurs.

La tourmente grecque

C'était le thème de notre rencontre citoyenne organisée le 24 novembre à Seraing. Nous avons voulu faire le point sur la situation actuelle de la Grèce. Les plans d'austérité successifs (10 plans depuis 2010) marqueront le pays pour des décennies : chute du pouvoir d'achat de 30%, diminution de 25% des pensions, budget de la santé amputé de 33%, 30.000 SDF dans les rues d'Athènes, taux de suicide doublé ces dernières années et un exode des jeunes diplômés : voici quelques effets dévastateurs que subit la population grecque.

Depuis 2010, la Grèce a reçu 245 milliards d'euros qui ont servi uniquement à payer une partie de sa dette et surtout les intérêts de celle-ci.



Un audit de la dette mené par la présidente du parlement a clairement mis en évidence l'illégitimité de celle-ci mais les résultats n'ont pas été publiés ni connus du grand

public ni utilisés par le pouvoir politique pour établir un rapport de force face à la troïka. Que faire ?

- Mettre en place un contrôle citoyen ;
- Lever absolument l'interdiction qui pèse sur les Etats d'emprunter auprès de la banque centrale. Cette mesure inscrite dans le traité de Maastricht est un auto-sabotage de nos Etats et de nos économies : on s'est égaré et rendu complètement dépendant des banques privées !

Marinaleda, les insoumis

C'est le titre du documentaire réalisé par Yannick Bovy et présenté dans le cadre des Midicinés citoyens le 24 novembre. Marinaleda, c'est aussi le nom d'un village d'Andalousie de 2700 habitants. Depuis 30 ans les citoyens ont décidé de se réapproprier leur territoire, d'occuper les terres qu'ils cultivent, de construire leur logement, d'organiser une répartition du travail disponible,... bref de prendre en charge et de veiller à répondre aux besoins fondamentaux de tous les habitants (alimentation, logement, énergie, travail,...) en donnant la parole à tous et en prenant des décisions collectives.

Marinaleda, ce n'est peut-être pas le paradis mais c'est un très bel exemple de la force du collectif et c'est une touche d'espoir pour les utopistes que nous sommes.

L'engagement citoyen

Tel est le thème que le groupe de Liège centre a mis en évidence ces derniers mois. Car des engagements citoyens, tous les membres de l'équipe en ont eus et en ont encore ! Il y a trois mois à peine, le groupe rédigeait encore ensemble un courrier aux TEC pour faire part d'une série d'observations et de difficultés rencontrées par ses membres en utilisant les bus des TEC. Courrier qui a fait l'objet d'une attention particulière puisqu'une réponse motivée a été reçue des Tec.

Nous avons décidé de mettre en évidence les engagements dont vous faites tous preuve que ce soit à travers votre passage aux Equipes populaires ou ailleurs. C'est pourquoi nous vous invitons le 20 décembre prochain. Karim, réalisateur de documentaire sera présent et propose de filmer une présentation personnelle de l'engagement de chacun à partir d'un objet choisi individuellement et symbolisant d'une manière ou d'une autre votre engagement.



Investissez dans les paradis sociaux!



C'est la nouvelle campagne de sensibilisation menée par le Ciep et les Equipes populaires.

Ces dernières années, la sécurité sociale est attaquée par les gouvernements successifs à des degrés divers. Conscientes qu'il est difficile de capter l'attention du grand public sur un sujet peu populaire, les deux organisations ont réalisé un jeu vidéo dans l'espoir de remettre la sécurité sociale au centre de l'attention. Face à ce constat, les Equipes Populaires et le CIEP invitent les citoyens à marquer leur attachement à la sécurité sociale en interpellant les politiques via une pétition en ligne.

Plusieurs outils de sensibilisation sont prévus et notamment un jeu en ligne Sécu Wars et des capsules vidéos humoristiques. Composées d'extraits de films connus de tous, ces vidéos sont un clin d'oeil à l'importance des différentes branches de la sécurité sociale.

La journée de lancement a eu lieu le vendredi 10 novembre à Louvain-la-Neuve.

Le 11 novembre, nous étions présents au Marché du monde organisé par l'asbl Form'anim au centre culturel de Seraing. Ce fut l'occasion de distribuer le numéro spécial de Contrastes au public intéressé.

Le 26 novembre, nous étions présents à la foire du livre politique et avons organisé un débat sur la sécurité sociale en présence de Pierre Reman.



Voici la pétition adressée au premier ministre :

Monsieur le Premier ministre,

je souhaiterais vous faire part d'évènements particulièrement violents intentés contre ma personne (et contre toutes les personnes relevant du régime belge de sécurité sociale) qui ont cours de manière de plus en plus répétée depuis plus d'une vingtaine d'années. La sécurité sociale, pilier de notre système de protection sociale est un outil de solidarité qui m'a permis, jusqu'à aujourd'hui, de traverser différentes étapes de la vie sans me retrouver complètement démunie. Basée sur la solidarité et l'assurance, la sécurité sociale m'est tout aussi utile et nécessaire qu'à mon voisin. Et pourtant, de plus en plus de partis

politiques mettent tout en place pour la fragiliser, nous fragilisant par la même occasion :

- Manque de volonté dans la lutte contre l'évasion fiscale,
- Diminution toujours plus importante des cotisations patronales,
- Volonté de scission de la sécurité sociale rendant son financement de plus en plus fragile,
- Réforme des pensions qui affaiblit encore la pension légale,
- Exclusion des chômeurs via la réforme sur les allocations de chômage,
- Diminution de remboursement de certains soins de santé,
- Saut d'index des salaires et des allocations,
- Suppression des crédits-temps sans motifs,

- Mise en place d'un stage d'insertion obligatoire pour les jeunes...

Toutes ces mesures rendent ma vie et celle des citoyen-nes de plus en plus fragile, et amènent à des risques d'exclusion de plus en plus importants. Ces actes d'agression à l'encontre du projet de la sécurité sociale et donc de moi-même sont d'une violence inouïe. Mais soyez assurés qu'avec ce qu'une grande partie d'associations, collectifs de citoyens, syndicats, mutuelles, mettent en oeuvre pour sensibiliser la population et interpeller le monde politique sur les risques auxquels nous sommes exposés, nous pouvons espérer qu'au-delà de 2019, la situation de crise sera gérée en toute intelligence, re-mettant au centre un projet basé sur la

La sécurité sociale en débat :

Ces deux derniers mois, les groupes d'Othée, de Huy et de Verlaine ont eu l'occasion de discuter des enjeux liés à notre sécurité sociale.

En premier lieu, les participants ont discuté en sous-groupe sur l'importance que la sécurité sociale pouvait avoir dans leur vie. Ils ont exprimé le fait qu'elle leur permettait de vivre dignement. Elle nous protège tout au long de notre vie et permet de traverser les aléas de l'existence (maladie, perte d'emploi, pension,...) sans tomber dans la pauvreté. Ensuite, nous avons passé en revue les piliers de la sécurité sociale : la pension, les allocations de chômage, les allocations maladie invalidité, les prestations familiales, les accidents de travail et les congés payés. Nous avons aussi vu comment était financée la sécurité sociale et comment elle est redistribuée.

INVESTIR DANS LES PARADIS SOCIAUX, C'EST AGIR POUR BÉNÉFICIER :

- D'un remboursement des soins de santé
- D'une pension légale
- D'un revenu de remplacement en cas de perte d'emploi, de maladie, d'accident de travail
- D'allocations Familiales

Le gouvernement néolibéral prétend que la sécurité sociale est impayable. Mais il ne fait rien pour trouver les moyens de la financer, et pousse à la privatisation de la santé, des pensions... dans l'intérêt des assurances et des banques, pas dans le nôtre !

INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ SOCIALE, C'EST SE MOBILISER POUR...

- La défendre
- L'améliorer
- Préparer son avenir

SÉCU WARS LE JEU

comment survivre dans un monde sans SÉCURITÉ SOCIALE ?
secuwars.be

Rendez-vous sur www.secuwars.be
Un jeu en ligne • Des vidéos • Des informations utiles
Un test de personnalité • Une pétition au gouvernement

Nous avons ensuite visionné l'émission Regards « la sécurité sociale expliquée à ma petite fille ». Le déficit causé par la sécu a été triplé suite aux décisions du gouvernement. Il est passé de 260 millions d'euros à 860 millions d'euros. Le problème est que l'on diminue les recettes c'est-à-dire qu'on diminue les cotisations sociales chez les gros employeurs notamment grâce au tax shift. Le résultat c'est donc une baisse des recettes pour la sécurité sociale. Malheureusement, il n'y a pas d'emplois nécessairement créés en contrepartie des cadeaux fiscaux faits aux entreprises. On assiste en fait un détournement de fonds de la poche des travailleurs vers les actionnaires.

Un projet de loi existe sur le financement de la sécurité sociale et qui vise à rendre le financement dépendant de la situation économique du moment. Depuis des années, nous subissons des attaques par rapport aux dépenses de la sécurité sociale. L'objectif derrière toutes ces mesures est de privatiser la sécurité sociale. Or, un pays dans lequel il n'y a pas de sécurité sociale est un pays où règne l'insécurité sociale et l'insécurité sociale mène à la violence. On met en danger la démocratie, on divise les gens. La sécu c'est la défense de tout le monde, c'est le moyen de ne plus subir les hasards de la vie. La sécu, c'est notre bien commun à tous. C'est ce qui fait de la Belgique sa spécificité, peut-être avant même la BD, le chocolat et les frites !

Agenda

Vendredi 15 décembre 2017, de 12h15 à 14h : **Midiciné Citoyen « La problématique des Indiens Sarayaku : les descendants du jaguar »**.

En présence du réalisateur Jacques Dochamps

Salle du Crié de Liège, jardin Botanique, rue Fusch, Liège

Mercredi 17 janvier 2018, de 14h à 17h : **Après-midi conviviale sur l'engagement citoyen**

Emmenez un objet qui représente votre engagement. Réalisation d'une vidéo.

Salle de réunion du Moc de Liège, 29 rue saint Gilles, 4000 Liège

Jeudi 18 janvier 2018, à 20h, **Soirée ciné-débat : « Demain l'usine »**

Centre culturel de Remicourt, 25 rue Haute, 4350 Remicourt

Avec le groupe local du Ciep de Waremme

Vendredi 19 janvier 2018, de 12h15 à 14h : **Midiciné Citoyen**

Salle du Crié de Liège, jardin Botanique, rue Fusch, Liège

Samedi 27 janvier 2018, de 9h à 16h, **Congrès des Equipes populaires**

Centre de la Marlagne

Vendredi 9 février 2018, **Rencontre Citoyenne « Europe: rêve ou cauchemar »**, en présence de Marc Tarabella.

Salle du Leonardo da Vinci, 86 rue Cockerill, 4100 Seraing.

Vendredi 23 mars 2018, **Rencontre Citoyenne contre le racisme**

Salle du Leonardo da Vinci, 86 rue Cockerill, 4100 Seraing.

Renseignements et contacts

**Équipes Populaires
Liège - Huy - Waremme**

Éditeur Resp. Françoise Caudron

Secrétariat fédéral:

Françoise Caudron

Semia Bahloul

Ont participé à ce numéro :

Camille Allié, Luigi Cafagna, Françoise Caudron, Pietro Maia, Semia Bahloul.

Mise en page

Maia Pietro

Rue Saint-Gilles, 29

4000 Liège

Tél. 04/232.61.77

Fax. 04/232.61.60

Email : liege@equipespopulaires.be



Rejoignez-nous sur



Avec le soutien du Service de l'Éducation permanente Direction générale de la Culture et de la Communication de la Communauté française

Décès

Nous avons la tristesse de vous annoncer le décès de Monsieur Jean Harzé survenu le 22 octobre.

Jean a été un membre très actif de l'équipe populaire de Sclessin pendant de nombreuses années. Nous présentons à toute sa famille nos plus sincères condoléances.



Résistez !

Les Equipes populaires, un mouvement de citoyens pour construire l'égalité.

Indignez-vous !

Engagez-vous !

Après-midi conviviale sur le thème de l'engagement

Le mercredi 17 janvier 2018 de 14h à 17h

Salle de réunion du MOC (rez-de-chaussée),
29 rue saint Gilles, 4000 Liège.

Au programme :

- **La parole est à vous !** Interviews par Karim à partir d'un objet personnel qui symbolise votre engagement : « Pour moi, militer ou être engagé c'est... »
- **Goûter de Noël offert**

**!! A emmener avec vous :
un objet qui représente, symbolise votre engagement
quel qu'il soit ! Ne l'oubliez pas !!**

Inscription indispensable :
au 04/232.61.77 ou 0485/16.26.45 ou par mail caudron@equipespopulaires.be